



Madame la secrétaire générale,
mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée de l'Orne

A l'heure où le gouvernement veut dérouler sa politique austéritaire et maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat l'Education nationale et ses agents sont plus attaqués que jamais et avec ces attaques contre le statut ce sont les conditions de travail qui vont encore se détériorer.

L'austérité imposée c'est :

- La ministre Genetet qui confirme les suppressions de 4000 postes d'enseignants à la rentrée 2025 et veut poursuivre et aggraver les contre-réformes, notamment le « Choc des savoirs » en 4^e et en 3^e.
- Le ministre de l'économie qui parle d'une deuxième journée de solidarité : une deuxième journée de travail gratuit.
- Le ministre Kasbarian qui veut imposer les économies sur le dos des salariés des services publics, en allongeant le délai de carence pour les fonctionnaires et en réduisant le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Il s'est même déclaré comme son prédécesseur, favorable à la rémunération au mérite, à la suppression des catégories A B et C, et au licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...

Ça suffit ! La coupe est pleine !

Assez de la paupérisation des agents publics alors qu'ils subissent le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat depuis des années ! Assez de la stigmatisation alors que les personnels subissent la dégradation de leurs conditions de travail, les effets de la mise en place du choc des savoirs et le recul de l'âge de départ à la retraite avec la réforme Macron-Borne !

Suite à l'alerte sociale déposée par l'intersyndicale nationale, les fédérations de l'Education de l'Orne comme leurs fédérations nationales exigent en commun :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'annulation des 4000 suppressions de postes et création des postes nécessaires
- L'abandon du « Choc des savoirs » et du Pacte
- La revalorisation des salaires sans contrepartie
- Un statut pour les AESH

La ministre et le gouvernement ne répondent que par le mépris et les provocations. Dès lors la question de la grève est posée et nous n'avons pas d'autre choix que de préparer au plus vite le rapport de force pour les contraindre à nous donner satisfaction. L'intersyndicale de l'Orne soutient et soutiendra tous les personnels qui souhaitent préparer la grève pour gagner sur les revendications.